

"Otages" israéliens, "prisonniers" palestiniens, vraiment ?

Alors qu'il est beaucoup question de la libération des otages israéliens, nous voudrions partager des éléments de réflexion sur le vocabulaire utilisé, ce qu'il exprime, et sur les demandes que nous pouvons exprimer. Parler d'otages pour les uns et de prisonniers pour les autres, qui sont pourtant aussi détenus contre les principes du Droit international, cela relève d'une logique coloniale. Détaillons-le, d'un côté comme de l'autre.

Les otages israéliens

Parmi ce qui est appelé des otages, il y a des soldats de l'armée israélienne. Ce sont donc des prisonniers de guerre.

Et la distinction entre civils et non civils est rendue confuse en contexte de colonisation, et encore plus en et par Israël. La plupart des civils adultes sont "réservistes", mais le terme n'est, en réalité, même pas adapté à la militarisation de la société israélienne et en particulier de cette zone autour de Gaza. Les fameux kibboutz qui entourent la bande de Gaza ont été précisément conçus dans cette dynamique coloniale, comme des « installations frontalières ». Et ce qui a été la cible première des attaques du 7 octobre, c'est

"une série de bases militaires, dont certaines situées à proximité ou à l'intérieur des installations civiles qui forment ce que l'on appelle l'enveloppe de Gaza." "Les civils installés autour de Gaza ont servi de « mur vivant »". "Les installations du Nahal ont débuté comme des avant-postes militaires et sont devenues des villages civils, principalement de type kibboutz. Mais la transformation n'est jamais achevée et certains résidents sont censés se comporter en défenseurs quand la communauté est attaquée." "objectifs : fournir des logements aux vagues d'immigrants arrivés après la Seconde Guerre mondiale, déplacer les populations juives du centre vers la périphérie, sécuriser la frontière et occuper le territoire afin de rendre plus difficile le retour des réfugiés."

Toutes ces citations sont extraites d'un article remarquable paru dans Mediapart le 4 novembre 2024, "Taux de change : retour sur la politique israélienne des otages", écrit par Eyal Weizman, architecte israélien et membre de l'ONG israélienne B'tselem. Les opinions des personnes qui vivent dans ces kibboutz ne changent rien à ces faits. Il y a un fait colonial qui doit être la base de toute lecture de ce qui se passe en Palestine. Parler d'otages pour les seuls détenus israéliens dans la bande de Gaza est donc une manière de masquer cette dimension coloniale et cette confusion voulue par Israël entre civils et militaires.

Nous ne voulons cependant pas effacer la distinction entre civils et militaires, et il y a donc une difficulté, car nous ne pouvons pas prétendre que les enfants, les étrangers, ni même l'ensemble des civils israéliens détenus à Gaza sont des militaires prisonniers de guerre : ce serait un glissement dangereux également. Même si la responsabilité de la confusion vient d'Israël, nous devons résister à cet aplatissement des conditions. Ce n'est pas parce qu'une distinction est volontairement rendue confuse qu'elle doit être abolie. Ni dans un sens (tous soldats) ni dans l'autre (tous civils, tous otages).

Les prisonniers palestiniens

Il y a donc quelques dizaines de ce qui est appelé des otages, dont on ne sait trop combien sont encore en vie, combien sont morts par les conditions de la détention, sous les bombes israéliennes ou sous les décombres. On se rappelle des trois otages israéliens tués par des soldats israéliens alors qu'ils brandissaient un drapeau blanc et criaient en hébreux.

Il y a des milliers de prisonniers palestiniens. Des centaines d'enfants. Beaucoup sans jugement, en détention administrative ou sur décision militaire. Même lorsqu'il y a jugement, c'est une justice coloniale, faussée, comme on a pu le voir avec Salah Hammouri, qui a été contraint à avouer pour avoir une diminution de la peine que les juges israéliens lui auraient dans tous les cas infligée. Aucun de ces prisonniers n'est un militaire puisqu'il n'y a pas d'armée palestinienne. Qu'est-ce qui empêche de les appeler des otages, sinon que leur détention est faite par un Etat, avec l'ensemble des moyens de répression que cela lui donne ? Ou alors sont otages les gens détenus par des "terroristes" et prisonniers ceux qui le sont par "la seule démocratie du moyen orient" ? On voit bien la logique coloniale à l'œuvre dans cette distinction.

Refusons donc de maintenir la dichotomie coloniale entre otages israéliens et prisonniers palestiniens. Dans les deux cas, il y a des personnes privées de leur liberté de mouvement en contradiction avec les principes du Droit international.

Demandons donc désormais la libération de tous ceux et toutes celles qui sont détenus en violation du Droit international : les dizaines d'Israéliens détenus à Gaza et les milliers de Palestiniens soumis à des traitements inhumains par les autorités israéliennes.

Le comité BDS de Saint-Etienne, le 9 juin 2024